



Espace et ville dans l'enseignement supérieur américain : le programme d'urban planning

Ghorra-Gobin Cynthia

[Pour citer cet article](#)

Ghorra-Gobin Cynthia, « Espace et ville dans l'enseignement supérieur américain : le programme d'urban planning », *Cycnos*, vol. 15.1 (Espaces et paysages des États-Unis), 1998, mis en ligne en 2021.

<http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/826>

Lien vers la notice <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/826>

Lien du document <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/cycnos/826.pdf>

[Cycnos, études anglophones](#)

revue électronique éditée sur *épi-Revel* à Nice

ISSN 1765-3118

ISSN papier 0992-1893

AVERTISSEMENT

Les publications déposées sur la plate-forme épi-revel sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle. Conditions d'utilisation : respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.

L'accès aux références bibliographiques, au texte intégral, aux outils de recherche, au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs. Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement, notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site épi-revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés ou imprimés par les utilisateurs. L'université Côte d'Azur est l'éditeur du portail épi-revel et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site. L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe d'épi-revel.

Le présent document a été numérisé à partir de la revue papier. Nous avons procédé à une reconnaissance automatique du texte sans correction manuelle ultérieure, ce qui peut générer des erreurs de transcription, de recherche ou de copie du texte associé au document.

EPI-REVEL

Revue électronique de l'Université Côte d'Azur

Espace et ville dans l'enseignement supérieur américain : le programme d'*urban planning*

Cynthia Ghorra-Gobin *

This text points out that the social crisis and the lack of urban integration in the United States reflect the fact that research and teaching in the social sciences don't deal with the notion of space in relation with society. A historical perspective of the different cultural traditions and ideologies which throughout the 20th century have contributed to and shaped the urban planning programs in higher education shows how planners and theoreticians have left out the spacial dimension from the urban question in favor of "community empowerment". This idea of space is, however, coming back with the writings of some economists who are criticizing spatial disparities within the metropolis.

Les États-Unis font face à une crise urbaine dénoncée par de nombreux chercheurs en sciences sociales comme Manuel Castells, William Julius Wilson, Doreen Massey, Nancy Denton, John Kasarda, Brian Berry, Gary Orfield et d'autres. Toutefois il n'est pas question de reprendre leurs arguments, comme les effets de la mondialisation de l'économie, le racisme, la disparition du travail salarié, la culture de la pauvreté ou la compétition entre les anciennes minorités et les nouveaux immigrants sur le marché du travail. La recherche consiste plutôt à analyser et à mieux comprendre les traditions idéologiques qui sous-tendent le programme d'"urban planning", tel qu'il existe dans la majorité des universités américaines afin de cerner la lacune théorique autorisant la cohésion sociale, soit l'articulation entre espace et société.

Le programme d'*urban planning* — qui relève du cursus d'étudiants déjà gradués dans une discipline — a fait son apparition à l'université de Chicago, après le New Deal, avant de devenir le modèle qui sera adopté par d'autres universités. Il a émergé dans les années quarante avant de se généraliser dans la seconde moitié des années soixante avec la mise en place de programmes fédéraux en direction des

* Université de Paris.

villes, suite aux révoltes des ghettos et des revendications en faveur des droits civiques et parallèlement à la lutte contre la pauvreté. L'ensemble de ces programmes d'*urban planning* ont ainsi progressivement mis l'accent sur le concept d'"empowerment" pour amorcer une rupture par rapport aux trois traditions qui avaient été à l'origine d'une intervention systématique dans l'évolution de la ville. Quelles sont les traditions qui ont favorisé l'émergence de l'urbanisme en tant que discipline universitaire et responsabilité politique ? À quel moment le concept d'espace a-t-il été évacué ? Quelles sont les perspectives d'avenir ?

1 - De la genèse de l'*urban planning* dans l'enseignement supérieur

Les termes de ville et de planification urbaine ne sont pas synonymes. Le premier définit une réalité matérielle (forme physique), sociologique, ethnique et économique alors que le second participe de l'utopie et de l'idéologie du progrès pour devenir synonyme de modernité. En effet la planification urbaine repose sur l'idée qu'il est possible d'intervenir de manière volontaire sur une réalité observée en vue de la modifier et de la changer dans un sens positif, c'est-à-dire satisfaisante pour le plus grand nombre. Le programme de planification urbaine se donne pour objectif de contribuer à modifier l'environnement comme le souligne la phrase souvent utilisée dans les brochures des universités : "We try to give our students the skills he or she needs to understand the world and change it in significant ways".

Trois traditions intellectuelles ont convergé au début du siècle aux États-Unis et ont favorisé l'émergence de la planification urbaine. La première a principalement concerné les ingénieurs en charge de la construction de réseaux (réseaux ferroviaires ou réseaux d'adduction d'eau et des égouts), la deuxième s'est intéressée aux questions d'hygiène et d'amélioration des conditions de vie des habitants à l'initiative le plus souvent des réformateurs sociaux dans la lignée de Jane Adams — qui fut à l'origine du *Settlement House* à Chicago — et la troisième a relevé d'initiatives d'architectes comme Charles Mulford Robinson et Daniel Burnham qui ont créé le *City Beautiful Movement*.

Tout au long du XIX^e siècle, les villes se sont développées et se sont agrandies à la suite d'initiatives de promoteurs immobiliers et fonciers qui avaient une vision partielle de la ville et de son espace. Aussi leur démarche contrastait avec celle des ingénieurs dont le rôle était devenu prédominant à la fin du XIX^e siècle au fur et à mesure qu'ils intervenaient dans la programmation de réseaux viaires, des transports en commun et des réseaux d'égouts. Les ingénieurs avaient une vision

d'ensemble de la ville et de son espace et savaient en conséquence dessiner les systèmes techniques. Les promoteurs quant à eux ne s'adressaient qu'à la demande solvable. Aussi les réformateurs n'ont cessé de dénoncer les mauvaises conditions de vie des immigrés et des familles de la classe ouvrière pour revendiquer une amélioration de l'état des logements ainsi que des espaces publics (parcs et *playgrounds*) et ont œuvré pour une prise en compte de l'hygiène (*sanitary movement*). À la suite de la publication de l'ouvrage de Robinson *The Improvement of Towns and Cities* en 1901, un intérêt croissant fut porté à l'architecture publique, à l'embellissement de la matérialité du cadre bâti et de l'espace. On parle de *Municipal Art* et de *Civic Improvement*, un courant qui prit une nouvelle dimension avec l'architecte Daniel H. Burnham chargé du plan de Chicago et de la mise en œuvre de l'exposition universelle de 1893.

Aussi, au tournant du siècle, la planification urbaine abordait des questions relevant aussi bien d'efficacité technique, d'hygiène, d'équité sociale que de valeur artistique de la ville. Elle traitait autant de l'espace physique de la ville et de sa matérialité que de sa réalité sociologique et se voulait, en outre, une responsabilité relevant du niveau local, donc de la municipalité. Avec l'idée de la planification urbaine le principe du plan de zonage comme outil de la gestion des villes se répandit rapidement. Il n'y avait aucune contradiction entre le marché et le *zoning* : tous les deux reposaient sur l'idée qu'il fallait mieux séparer les zones d'habitation des zones commerciales et des zones de production. Le *zoning* que l'on apprenait à établir dans les départements d'architecture et d'ingénierie avait pour fonction, au-delà de son aspect purement technique, de contribuer à la protection des valeurs foncières et de garantir l'investissement que tout promoteur foncier se proposait de faire.

Mais progressivement cette idée d'une planification urbaine pensée au niveau local a cheminé pour s'inscrire au niveau fédéral grâce au travail d'une association de chercheurs (sociologues, ingénieurs et architectes), la *Regional Planning Association of America* (RPAA) dont le discours et les écrits sont à l'origine de la *National Planning Board* (NPB) que créa le président Franklin Roosevelt, dans les années 1930. Certains membres de la RPAA furent d'ailleurs nommés au sein de la commission de la NPB. Une des figures les plus dynamiques de cette époque du *New Deal* fut l'économiste et professeur de l'université de Columbia, Rexford Tugwell qui ne cessa de défendre le principe de l'"intérêt public". Après des responsabilités au niveau de l'État fédéral, Tugwell fut nommé gouverneur de Porto-Rico puis fut appelé par le chancelier de l'université de Chicago, Robert Hutchins, pour y créer un programme interdisciplinaire d'Éducation et de Recherche en Planification dans la division des sciences sociales où il enseigna

jusqu'en 1957. Tout en s'appuyant sur l'héritage de l'École de Chicago pour ce qui concerne la ville, Tugwell a réussi à mettre au point un programme dont la spécificité réside dans son articulation entre la théorie et l'action, la recherche et la politique. Ce programme a d'ailleurs servi de modèle, ou encore de matrice, à la création de programmes similaires, dans l'ensemble du pays.¹

Dans les années soixante des programmes d'*urban planning* (voire des départements d'*urban planning*) ont fleuri dans les campus américains les plus renommés, suite aux révoltes des ghettos et parallèlement aux revendications en faveur des droits civiques et des actions menées par l'administration fédérale. Mais ce nouvel enseignement universitaire, tout en s'inspirant des trois courants fondateurs de la planification urbaine, va de moins en moins porter son attention à l'espace, pour prôner le principe de *community empowerment*. Le tournant fut clairement pris avec la publication de l'article de Paul Davidoff, *Advocacy and Pluralism in Planning*, publié dans le *Journal of the Institute of American Planners* en 1965 et considéré par la suite comme texte fondateur du courant *advocacy planning*. Les *planners* américains s'interrogent désormais davantage sur le niveau de performance de l'action publique (l'État fédéral, la ville ou le quartier) que sur le moyen de concilier planification et démocratie et négligent ainsi la question du rapport de la société à son espace.

2 - Paul Davidoff et la tradition Alinsky : la négation de la dimension spatiale

La planification urbaine s'était pendant longtemps limitée à établir des plans de zonage et à faire en sorte que le principe de la monofonctionnalité triomphe sur l'ensemble du territoire de la ville. Après la deuxième guerre mondiale, l'exercice a surtout consisté à rénover les anciens quartiers qui avaient été touchés par la Dépression des années 1930 alors que par ailleurs la population noire se concentrait à proximité de ces quartiers dans les ghettos et était victime de la discrimination raciale.

Aussi, lors de la Conférence de l'*American Society of Planning Officials* en 1965, Paul Davidoff n'a pas hésité à dénoncer les *planners*, ces individus qui avaient contribué à la délocalisation de familles pauvres (notamment les minorités) à l'occasion des programmes de rénovation urbaine et qui n'avaient pas hésité à dévaloriser les conditions de vie de certains quartiers afin d'assurer par exemple la construction

1 Harvey Perloff, qui succède à Rexford Tugwell, est appelé à créer, au milieu de la décennie 1960, un département d'Architecture et *Urban Planning* à UCLA.

d'autoroutes. Autrement dit, Davidoff a critiqué les *planners* pour leur attachement à la planification physique, c'est-à-dire à ce qui a trait à la matérialité de la ville et à son aspect fonctionnel, en négligeant la dimension sociale. Davidoff se donnait une nouvelle vision de la planification et l'envisageait non plus comme un exercice traitant de la localisation et de la répartition des activités dans l'espace mais comme un processus visant à renforcer la vie démocratique pour ce qui concerne les décisions d'aménagement au niveau local.

En d'autres termes, l'urbaniste ne devait plus vraiment avoir pour ambition de traiter des questions spatiales mais se devait de défendre au niveau des élus les revendications des habitants des quartiers déshérités et devenir en quelque sorte leur avocat. Il revenait à l'urbaniste d'aider les habitants défavorisés à s'organiser dans le cadre de *community actions* pour mettre en commun leurs revendications. Le rôle de l'expert consistait à informer les habitants et à leur indiquer des alternatives au plan imposé par la municipalité. Dans un premier temps, les urbanistes n'ont pas hésité à travailler avec les habitants des quartiers difficiles pour les aider à s'opposer à tout plan fédéral (également approuvé par le niveau local) qui, par exemple au nom d'une meilleure circulation entre le centre et la périphérie, prônait la construction d'une autoroute, ou qui, au nom d'une amélioration du cadre bâti, avait pour effet de remplacer des habitations pauvres par de nouveaux immeubles de bureaux.

Une nouvelle génération de *planners* fit ainsi son apparition et fut désignée *activists scholars*. Peter Marris, qui s'inscrit dans la lignée de Davidoff, revendique l'expertise en même temps que l'engagement politique de l'urbaniste : "Planners should reconcile professionalism and political engagement". Cet engagement politique du *planner*, qu'il est certes impossible de remettre en cause, a toutefois eu pour conséquence fâcheuse de négliger la dimension véritablement spatiale pour l'inscrire dans une dimension essentiellement politique. La démarche de Davidoff se veut une rupture dans la tradition de planification pour s'inscrire dans la lignée du *social activist* que représentait la figure de Saul Alinsky qui se fit connaître au niveau national, après avoir réussi à mobiliser les habitants des quartiers pauvres de la ville de Chicago, au moment de la dépression. Dans son ouvrage, *Reveille for Radical*, Alinsky explique les fondements de son militantisme politique : faire en sorte que les individus se donnent les moyens de revendiquer leurs droits au niveau de la municipalité. La planification urbaine a ainsi rompu avec ses origines qui impliquaient une dimension spatiale pour s'inscrire dans ce mouvement politique en faveur de l'"empowerment"².

2. Alinsky a travaillé dans le quartier "Back of the Yards" à Chicago qui était habité par une majorité d'Américains d'origine polonaise et qui a inspiré Upton Sinclair pour son roman *La Jungle*.

La nouvelle démarche politique a ainsi éliminé toute la dimension spatiale du courant de la planification urbaine de la première moitié du XX^e siècle, de même qu'elle a nié toute idée de l'intérêt général. Le *planner* a pour vocation d'aider une communauté à prendre son destin en main. Cette idée structure désormais le champ de l'urbanisme et façonne en quelque sorte les programmes fédéraux qui instituent le principe de la participation comme préalable à tout financement fédéral. Les *community action programs* et les *model cities* exigent la participation des habitants dans la mise en œuvre des programmes afin d'assurer une coordination plus efficace entre services publics et logements.

3 - Une timide résurgence de l'espace dans le débat actuel

Sur le plan politique, la majorité des Républicains estiment aujourd'hui que la question des quartiers défavorisés est en grande partie liée à l'inefficacité de l'État fédéral et à la prégnance d'une culture de la pauvreté favorisant, en outre, le pourcentage croissant d'enfants vivant en dehors de toute structure familiale traditionnelle. Mais cette vision d'une société libérée des dysfonctions de l'État fédéral n'est point partagée par les Démocrates qui ont compris qu'un désengagement plus prononcé de l'État fédéral risque au contraire de se traduire par une catastrophe sociale. En effet, les habitants des quartiers défavorisés n'expriment pas vraiment une volonté d'émancipation et les associations caritatives ne peuvent assumer à elles seules le relais.

Le débat au niveau de la recherche est bien plus subtil. La plupart des chercheurs sont d'accord pour affirmer, suite à des études d'évaluation, que les programmes sociaux des années soixante et soixante-dix n'ont pas atteint leurs objectifs. Ils n'en déduisent pas pour autant un retrait ou une démission de l'État-Providence, mais certains mettent l'accent sur les limites de la recherche urbaine en tant que telle, alors que d'autres commencent à revendiquer la prise en compte explicite de l'espace dans l'analyse. Aussi plusieurs tendances peuvent s'observer.

Des initiatives comme celle de Chester Hartmann sont prises dans le but de rapprocher les chercheurs et tous ceux qui ont des responsabilités sur le terrain comme les travailleurs sociaux ou les *leaders* des communautés. La fondation *Poverty and Race Research Action Council* (Washington DC) qu'il dirige veut créer des liens entre chercheurs et activistes afin que la recherche soit plus proche de leurs préoccupations communes. La fondation vient ainsi de financer soixante-dix recherches visant à contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation de programmes de luttes contre la pauvreté initiée par les communautés.

Les programmes d'*urban planning* au sein des universités ont également évolué pour accorder une attention particulière à la notion de *public policy* et à l'articulation entre la recherche en sciences sociales et la conception et la formulation des politiques publiques. Certaines universités ont transformé leur programme d'*urban planning* pour l'intégrer à un département de *Public Policy* ou encore de *School of Social Research and Public Policy*. Au sein de ce nouvel organigramme, l'accent est mis sur l'articulation entre la recherche et l'action afin que les sciences sociales puissent contribuer de manière efficace à la formulation de politiques publiques au sein du débat politique. Par ailleurs des cycles de conférences et cours sont prévus pour les *leaders* de communautés à qui revient la responsabilité de proposer un projet susceptible d'être mis en œuvre dans leur communauté, que ce soit au niveau des services sociaux, de l'éducation scolaire ou encore de la lutte contre le chômage. L'objectif est d'améliorer les connaissances théoriques de ces *leaders* tout en les aidant à inscrire leur action dans une réflexion théorique, ce qui leur donne une plus grande légitimité pour défendre les intérêts de leurs communautés et rend l'action politique plus efficace.

On observe par ailleurs que des chercheurs qui a priori ne travaillent pas sur la ville ont pris conscience de l'inégalité entre les territoires et quartiers qui composent l'agglomération urbaine et des dangers qu'elle peut induire à la démocratie. Robert Reich, dans *The Work of Nations*, traduit en 1993 sous le titre de *l'Économie mondialisée*, consacre un chapitre entier à la concentration territoriale de la richesse comme de la pauvreté. Le rôle de la nation, estime Reich, consiste à améliorer le niveau de vie de ses membres en augmentant la valeur de leur contribution à l'économie mondiale. Mais comme tous les Américains n'apportent pas une valeur substantielle à l'économie mondiale, le fossé s'élargit alors entre ceux qui y participent et les autres. On peut facilement en déduire que si cette même tendance se poursuit jusqu'en 2020, le "cinquième supérieur" de la société américaine récoltera plus de 60% des revenus et le "cinquième inférieur" moins de 2%.

Reich s'interroge alors sur le devenir des territoires occupés par ce "cinquième supérieur" :

Ils vont se retirer dans des enclaves de plus en plus isolées au sein desquelles ils vont mettre en commun leurs ressources plutôt que de les partager avec d'autres Américains ou de les investir d'une manière qui pourrait améliorer la productivité de ces autres Américains. Ils se distingueront du reste de la population par leurs liens avec l'économie mondiale, le confort de leur style de vie, la qualité des soins de santé dont ils disposent et l'abondance des gardes à leur service. Ils achèveront ainsi leur sécession par rapport à l'Union. Les communes ou les enclaves urbaines où ils

résideront ne ressembleront en rien au reste des États-Unis, pas plus que les zones où ils travailleront ; il n'y aura plus aucun lien entre les deux parties ou presque pas.

Mais si l'économiste pose avec clarté la question du lien social et politique quand le lien économique s'effiloche non simplement sur le plan idéologique mais aussi sur le plan spatial, l'auteur de "l'avantage concurrentiel des centre-villes", publié dans la *Harvard Business Review* Michael Porter, plaide pour une réinscription des quartiers centraux dans les réseaux économiques et sociaux.

Les analyses de David Rusk et d'Anthony Downs vont dans le même sens. Tous les deux constatent la distance spatiale mais aussi sociale, politique et économique qui sépare les habitants des banlieues de ceux des villes et proposent de réduire cette distance en autorisant des habitants des villes à s'installer dans les banlieues, au travers de programmes de logements sociaux disséminés (et non concentrés) sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Rusk va plus loin et propose carrément l'instauration, grâce à la volonté de l'État fédéral, d'une instance politique à l'échelon de l'agglomération, dont la responsabilité serait d'assurer une meilleure répartition spatiale de la richesse et des activités économiques comme des services publics. Il part du principe que cette instance politique pourrait être effective s'il y a une mobilisation politique à l'image de la mobilisation des années 1960 en faveur des droits civiques et, plus tard, de la prise en compte de l'environnement dans les décisions concernant la construction de nouvelles infrastructures.

L'espace et le territoire, après avoir disparus de la réflexion et de l'analyse du programme de l'*urban planning* à partir des années 1960, semble faire l'objet d'une nouvelle quête de la part des chercheurs en sciences sociales, à l'initiative cette fois-ci des économistes.

Que conclure ?

Le programme d'*urban planning* au cours de ces trois dernières décennies a été fortement imprégné de l'idéologie de l'*advocacy planning*, tout en s'inscrivant dans la tradition initiée par Alinsky dans les années 1930, et a, de ce fait, évacué la dimension spatiale de la réflexion et de l'action. Cette négligence à l'égard de l'espace dans les revendications sociales et la lutte politique fut toutefois malheureuse pour le programme d'*urban planning* parce que, comme l'ont démontré Manuel Castells et Ed Soja, l'espace participe de la production économique et notamment de la reproduction sociale.

Aussi il a été démontré tout au long de ce texte que la crise de la cohésion sociale et de l'intégration que l'on peut observer aux États-

Unis reflète aussi la crise des sciences sociales ou en fait les limites de la recherche pour comprendre l'articulation possible entre les différents territoires de l'agglomération. On attend alors beaucoup des chercheurs qui tentent de réintroduire de manière explicite la dimension spatiale dans le débat politique, et cherchent à re-problématiser le lien entre le social, l'économique et le spatial.

Repères bibliographiques

- Alinsky, Saul. *Rules for Radicals*. New York : Random House, 1969.
- Boyer, Ch. *Dreaming the Rational City : the Myth of American City Planning*. Cambridge : MIT press, 1983.
- Downs, Anthony. *A Vision for a Metropolitan America*. Brookings Institution, 1994.
- Fishmann, R. *Bourgeois Utopias the Rise and Fall of Suburbs*. New York : 1987.
- Fox, K. *Better City Government Innovation in American Urban Politics 1850-1937*. Philadelphia : Temple University Press, 1977.
- Frieden, B. "The Changing prospects for social planning". *Journal of the American Institute of Planners*, 33, 5 (1967), 311-323.
- Gans, H. *People and plans. Essays on urban problems and solutions*. New York : Basic Books, 1968.
- Gelfand, M. *A Nation of Cities the Federal Government and Urban America 1933-1965*. New York : Oxford University Press, 1975.
- Ghorra-Gobin, Cynthia. "Crises de la ville et limites de la connaissance théorique. Pour une conceptualisation de la mise en œuvre". *Sciences de la société*, 30 (1993), 171-180.
- . "De la notion de planner : le lien entre la connaissance et l'action". *Villes en parallèle*, 17-18 (avril 1991), 67-74.
- . *Les États-Unis : espace, société, environnement, ville*. Paris: Nathan, 1993 (3ème édition en 1995).
- . "La Frontière, espace de formation de l'identité nationale américaine". *Hérodote*, 72-73 (janvier-juin 1994), 17-27.
- . "Les Pratiques des urbanistes aux États-Unis : vers une tendance humaniste". *Cahiers du C.R.E.P.I.F.*, 35 (juin 1991), 199-207.
- Heskin, A. "Crisis and response: a historical perspective on advocacy planning". *Journal of the American Planning Association*, 46, 1, 50-63.
- Hirsch, A. R. et R. A., Mohl, Ed. *Urban Policy in Twentieth-Century America*. Rutgers University Press, 1993.
- Krueckeberg, D. A., ed. *Introduction to planning history in the United States*. Rutgers University Press, 1983.

- Lubove, R. *The Progressives and the Slums Tenement House reform in New York city 1890–1917*. University of Pittsburgh press, 1962.
- Lynch, K. *A Theory of Good City Form*. Cambridge : MIT Press, 1981.
- Marris, P., Rein, M. *Dilemmas of Social Reform*. Londres : Routledge/Kegan Paul, 1972.
- Massey, D., Denton, N. *American Apartheid: Segregation and the Making of the Urban Underclass*. Cambridge : Harvard University Press, 1993.
- Merriam, Ch. E., “The Federal government recognizes the cities”. *National Municipal Review*, 23, 2 (1934), 107–109.
- Mollenkopf, J. H. *Community organization and city politics*. Princeton : Princeton University Press, 1983.
- Piven, F. F., Cloward, R. A. *Poor People’s Movements*. New York : Pantheon Books, 1977.
- Perloff, Harvey. “How shall we train planners we need ?”, in *National conference of planning*. 1951.
- Porter, M. “The Competitive advantage of the inner-city”. *Harvard Business Review* (mai 1995).
- Reich, Robert. *L’Économie mondialisée*. Paris : Dunod, 1991.
- Rusk, David. *Cities without suburbs*. Baltimore : 1993.
- Schaffer, D., ed. *Two Centuries of American Planning*. The Johns Hopkins University Press, 1988.
- Sassen, S. *La Ville globale*. Paris : La Découverte, 1996.
- Scott, M. *American city planning since 1890*. Berkeley : University of California Press, 1971.
- Soja, Ed. *Post-modern Geographies : the Reassertion of Space in Critical Social Theory*. Londres : Verso, 1989.
- Sutcliffe, A. *Towards the Planned City : Germany, Britain, the United States, and France, 1780–1914*.
- Sternsher, B. *Rexford Tugwell and the New Deal*. Rutgers University Press, 1964.
- Sussmann, C., ed. *Planning the fourth migration. The neglected vision of the regional planning association of America*. Cambridge : MIT Press, 1976.
- Toll, S. *Zoned America*. New York : Grossman, 1969.
- Wildavsky, A. “Rescuing policy analysis from PPBS”. *Public Administration Review*, 29 (1969), 189–202.

